

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mardi 09 avril 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 19
Procuration(s) : 7
Absent(s) : 0
Nombres de votants : 26
Votes pour : 26
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mercredi 27 mars 2024

DELIBERATION N°DL_AP2024_0048

Relative à la mise en place d'une convention cadre avec l'Association d'Exploitation Agricole de Chirongui dans le cadre du projet du Centre d'application agroécologique de Miréréni

L'an deux mille vingt-quatre, le neuf avril, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Ali OMAR, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Nadjima SAID, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Madame Echati ISSA, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Madame Zaounaki SAINDOU, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD

Conseillers départementaux représentés :

Monsieur Salime MDERE donne pouvoir à Madame Rosette VITTA,
Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI,
Monsieur El Anrif HASSANI donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE,
Madame Zouhourya MOUAYAD BEN donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE,
Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Madame Nadjima SAID,
Madame Hélène POLLOZEC donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU,
Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Monsieur Soula SAID SOUFFOU

Secrétaire de séance désignée :

Madame Nadjima SAID

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu le code général des collectivités territoriales;
- Vu la délibération n°DL_AP2021_00197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu le rapport n° N°2024-02070 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu l'avis de la commission développement économique et coopération décentralisée du 02 avril 2024 ;

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,**

DECIDE

- Article 1 :** d'approuver la proposition de partenariat entre l'Association d'exploitation agricole de la commune de Chirongui et le Conseil Départemental au dans le cadre de la gouvernance du Centre d'Application Agroécologique de Miréréni (CAAM) ;
- Article 2 :** d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer la convention précisant les modalités de mise en œuvre de ce partenariat ainsi que tout avenant dans la mesure où les modifications ne remettent pas en cause l'objet de cette convention cadre ;
- Article 3 :** En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**

Ben Issa OUSSENI





**CONVENTION DE PARTENARIAT POUR UNE AIDE A L'EXPLOITATION DU CENTRE
D'APPLICATION AGROECOLOGIQUE DE MIRERENI (CAAM)
N° /DAPF/SAPP/CD/2024**

Entre,

Le Département de Mayotte, 8 Boulevard Halidi SELEMANI BP 101- 97600 Mamoudzou cedex, représenté par Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental,

Ci-après désigné « Le Conseil Départemental de Mayotte » d'une part,

Et

ASSOCIATION D'EXPLOITATION AGRICOLE DE CHIRONGUI (AEAC)

Chez monsieur Chahidi ABDALLAH, quartier ancien terrain de foot de Chirongui - 97620 Chirongui, représentée par son président, Chahidi ABDALLAH et désignée ci-après par « AEAC » d'autre part

Préambule

Les différentes crises sociales qu'a connu le département de Mayotte avec parfois un blocage total du port et de l'aéroport, ont démontré l'utilité des systèmes de cultures en matière d'autonomisation alimentaire grâce à leurs caractères résilientes. Pour le producteur, il s'agit de systèmes de production permettant une meilleure gestion des risques liés aux caprices des saisons et aux aléas climatiques entre autre.

Aussi, le CAAM est un Centre de Recherche/Développement qui va permettre aux agriculteurs en cours d'installation ou déjà installés, de venir se performer sur des méthodes approuvées in situ et facilement transposables dans leurs réalités respectives.

Or, ce centre ne pourrait être efficace dans son fonctionnement que par une implication pleine et entière des agriculteurs dans sa gouvernance, permettant ainsi une stratégie de co-construction des innovations qui leurs sont, in fine, destinées pour une intensification agro-écologiques des agrosystèmes locaux.

Par ailleurs, le groupement de producteurs représente 60 agriculteurs sur le territoire du Sud. Il assure les missions suivantes :

- Il facilite la collaboration entre les groupements, les GVA et la CAPAM pour renforcer la cohérence et la complémentarité sur le territoire.
- Il assure la promotion des nouvelles technologies (RITA, réseau d'épidémiosurveillance) par des actions de communication collective.
- Il entretient de nombreux contacts avec les partenaires professionnels et associatifs
- Regrouper les agriculteurs et éleveurs de la commune de Chirongui
- Permettre aux agriculteurs et éleveurs de vivre de leurs activités
- Promouvoir les bonnes pratiques agricoles et environnementales
- Promouvoir une alimentation locale et saine
- Gestion d'outils et d'ouvrages collectifs : les pistes rurales ; l'eau agricole ; foncier

La présente convention formalise donc l'intention du département et du groupement des producteurs de développer une agriculture de qualité au profit du territoire.

Elle affirme la volonté des partenaires de coordonner leurs interventions afin de vulgariser des techniques acquises dans le CAAM auprès d'un réseau d'agriculteurs et s'inscrire dans une démarche de professionnalisation agricole.

Le département et le groupement des producteurs confirment leur volonté de promouvoir une politique globale et ambitieuse de promotion et valorisation au profit du développement économique et sociale des territoires.

Article 1 : Objet de la convention et axes de collaboration envisagés

La présente convention a d'abord pour objet de réaffirmer la collaboration naturelle qui existe entre le département et les organisations des producteurs agricoles (OPA) :

- Efforts communs déployés pour communiquer sur les actions du Conseil Départemental en faveur du développement agricole.
- Participation des professionnels agricoles aux réflexions engagées par le département.
- Reconnaissance du groupement par le CD, comme étant un des interlocuteurs privilégiés du Conseil départemental dans le cadre du CAAM.

La présente convention reconnaît ensuite l'importance de la démarche de co-construction entre les chercheurs, les financeurs et les agriculteurs dans l'élaboration des outils de développement intensif agroécologique.

Il vise à favoriser les partenariats entre le Conseil départemental et les professionnels agricoles. A cet effet, il définit des objectifs et des actions de coopération possibles.

Ces programmes d'action portent sur les thèmes suivants :

- Promotion et valorisation des métiers
- Promotion de la formation continue
- Promotion et valorisation des produits agricoles
- Valorisation des techniques agricoles innovantes
- Participation des jeunes des écoles agricoles au projet engagé par la présente convention.

Cette liste non exhaustive pourra intégrer d'autres champs d'actions pour tenir compte des besoins du territoire et des actions locales des deux parties.

Au-delà du programme des actions, la présente convention réaffirme la volonté de prendre en compte dans le département la spécificité des associations et groupements des producteurs et les intègre pleinement dans la gouvernance et le processus décisionnel des stratégies qui leur sont destinées.

Article 2 : Engagements des Parties

Les Parties s'engagent, dans le cadre des indications ci-dessus exposées, à collaborer au mieux afin d'assurer le bon déroulement des projets du CAAM.

À ce titre, chaque Partie s'engage à mobiliser les ressources humaines et matérielles appropriées dans les conditions définies par la présente Convention.

Le **Conseil Départemental de Mayotte** s'engage à :

- Proposer des objectifs communs et les actions à mener dans une programmation annuelle, tenir au minimum deux comités de pilotage par an.
- Ecouler la production générée par les unités de production du CAAM au sein du groupement.

De son côté, **le groupement** s'engage à :

- Entretenir les parcelles de CAAM selon un cahier des charges qui sera annexé à cette convention
- Participer aux séances de formations qui seront organisées par les techniciens et les partenaires scientifiques en lien avec les projets du CAAM
- Tenir une comptabilité analytique mettant en exergue le respect des engagements de cette convention

Article 3 : Durée de la convention

La présente convention est signée pour une durée de 3 ans renouvelables par une demande explicite du groupement adressée au Président du Conseil Départemental de Mayotte

Article 4 : modalité de suivi de la convention

Un comité de pilotage est constitué entre le Conseil départemental et Association d'Exploitation Agricole de Chirongui.

Afin que cette coopération soit dynamique, au terme de chaque année d'exécution du présent accord de partenariat et dans le cadre du comité de pilotage mise en place, les parties décident d'effectuer un Bilan sur chacun des axes de travail et d'en ajuster si besoin les composantes.

Article 5 : Résiliation

Chaque Partie a la faculté de résilier à tout moment la Convention de partenariat, sous réserve d'un préavis de trois mois, en cas de manquement grave et/ou répété des obligations prévues par la Convention.

La Partie qui entend résilier la Convention doit adresser à l'autre Partie une notification écrite par lettre recommandée avec avis de réception. La résiliation de la Convention, pour quelque motif que ce soit, n'ouvrira droit au versement d'aucune indemnité ou dommages-intérêts au bénéfice de l'une ou l'autre Partie.

Article 6 : Litiges

La présente Convention est régie par la loi française.

En cas de contestation relative à l'interprétation ou l'exécution de la Convention, les Parties s'engagent à se rencontrer et à mettre en œuvre tous les moyens pour résoudre cette contestation de façon amiable.

A défaut d'accord amiable entre les Parties, en cas de contestation sur l'interprétation ou l'application des présentes, tout différend sera soumis aux tribunaux compétents de Mayotte.

Fait à Mamoudzou, le 2024

Président de l'AEAC

Président du Conseil départemental

Chahidi ABDALLAH

Ben Issa OUSSENI